

CONVENTION DE PARTENARIAT
POUR LE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS DES BIBLIOTHEQUES CARCERALES DU DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES
ENTRE
L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE DE LA REGION PACA,
LE SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DES ALPES MARITIMES,
LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DES ALPES-MARITIMES,

ENTRE :

D'une part,

L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR,
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,
dont le siège est situé 8/10 rue des Allumettes – 13090 Aix-en-Provence
Représentée par Madame Léonor DE NUSSAC, Directrice

ET

D'autre part

LE SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION (SPIP)
SPIP des Alpes Maritimes
7 avenue Desambrois
06000 NICE
Représenté par Madame Michèle Bruyères, Directrice Fonctionnelle

ET

D'autre part

LA « COMMUNE DE GRASSE », IDENTIFIEE SOUS LE NUMERO SIREN N° 210 600 698 000 18,
SIEGE : PLACE DU PETIT PUY – B.P. 12031 - 06131 GRASSE CEDEX,
REPRESENTEE PAR MONSIEUR JEROME VIAUD, MAIRE,
AGISSANT EN APPLICATION D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N°2017- EN DATE DU , VISEE EN SOUS-
PREFECTURE DE GRASSE LE
CI-APRES DESIGNE « LE SERVICE BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES DE LA COMMUNE DE GRASSE »

ET

D'autre part

LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE
20 rue Verdi - BP 1277
06005 Nice Cedex 1
Représenté par Madame Laurence DUPERRAY, directrice territoriale

PREAMBULE

La circulaire commune du Ministère de la Justice et du Ministère de la Culture et de la Communication sur *Le fonctionnement des bibliothèques et le développement des pratiques de lecture dans les établissements pénitentiaires* de décembre 1992 (Circ. N° AP.92.08. GB 1 14.12.92 NOR JUS E 9240087 C), définit les orientations d'une politique partagée en faveur du développement des actions culturelles en milieu pénitentiaire, notamment par le biais de l'enrichissement des bibliothèques carcérales. Cette circulaire place la

bibliothèque carcérale au centre des problématiques du détenu : « Le développement des pratiques de lecture et d'écriture est essentiel pour la structuration de l'individu et la connaissance de son environnement. Fondement de l'accès à l'autonomie, condition d'accès aux autres activités culturelles, rempart contre la déqualification et l'exclusion, vecteur des relations que peut entretenir par courrier le détenu [...], il est au cœur des dispositifs d'insertion. Il relève d'une politique culturelle globale mise en œuvre de manière partenariale »

Les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), échelon départemental de la Direction interrégionale des services pénitentiaires, sont notamment chargés de favoriser l'accès à la culture des détenus, en lien avec les services déconcentrés du Ministère de la Culture et de la Communication et les structures culturelles territoriales ou associatives.

Conformément à l'article D. 443-1 du code de procédure pénale qui stipule que : « La médiathèque de l'établissement pénitentiaire met gratuitement les publications écrites et audiovisuelles de son fonds à la disposition des personnes détenues.

Il est assuré aux personnes détenues un accès direct et régulier aux ouvrages de la médiathèque, quel que soit l'emplacement de cette dernière dans l'établissement et sans inscription préalable.

L'approvisionnement ainsi que la formation et l'encadrement des personnes détenues affectées à la médiathèque dans le cadre d'un classement d'emploi sont assurés par un bibliothécaire ou, à défaut, par le service pénitentiaire d'insertion et de probation, avec le concours des bibliothèques territoriales partenaires de l'administration pénitentiaire. ». L'ArL Paca s'associe aux bibliothèques territoriales pour développer la lecture publique en milieu carcéral. L'ArL Paca impulse la signature des conventions en faveur du développement de la lecture entre les bibliothèques municipales et les établissements pénitentiaires.

Enfin, la *Circulaire du 3 mai 2012 relative à la mise en œuvre des projets culturels destinés aux personnes placées sous la main de justice et aux mineurs sous protection judiciaire* - NOR : MCCB1114516 C - précise les modalités de constitution des collections des bibliothèques pénitentiaires : « Elles doivent pouvoir répondre aux besoins de la population carcérale en matière de culture, de loisirs, d'informations, d'apprentissage, d'insertion (préparation à la sortie). Elles doivent également tenir compte des caractéristiques de la population de l'établissement. [...] Les collections doivent être régulièrement renouvelées et triées (jeter les documents abîmés ou périmés). Elles peuvent être enrichies et complétées par des bibliothèques / médiathèques partenaires et par des dons provenant de sources diverses. Le choix des collections doit être fait en concertation avec les professionnels de la lecture (bibliothèques territoriales), sans censure sur le choix des documents. »

Considérant,

- la volonté commune du Ministère de la Justice et du Ministère de la Culture et de la Communication de développer conjointement la bibliothèque pénitentiaire,
- la mission confiée par le Conseil régional Paca, la Direction régionale des affaires culturelles, la Direction inter-régionale des Services pénitentiaires et la Direction régionale de la Protection judiciaire de la jeunesse à l'ArL Paca pour le développement de la lecture en prison depuis 2015,
- le besoin identifié par le SPIP des Alpes Maritimes de renouveler les collections de la bibliothèque de la Maison d'arrêt de Grasse,
- le besoin identifié par la PJJ des Alpes Maritimes de renouveler les collections de la bibliothèque du quartier mineurs de la Maison d'arrêt de Grasse,
- le souhait du service de Bibliothèque & Médiathèques de la commune de Grasse d'accompagner cette démarche et afin de contribuer au développement de la bibliothèque de la Maison d'arrêt de Grasse,
- le rôle fédérateur de l'ArL Paca pour rassembler les bibliothécaires territoriaux intervenants en bibliothèques carcérales,

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1. OBJET DE LA COOPERATION ENTRE LE SPIP DES ALPES MARITIMES, L'ARL PACA, LA PJJ DES ALPES MARITIMES, LE SERVICE BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES DE GRASSE

L'ArL Paca, le SPIP, la PJJ et le service Bibliothèque & Médiathèques se coordonnent en vue d'acquisitions communes d'ouvrages pour les bibliothèques de la Maison d'arrêt de Grasse.

Pour se faire, l'ArL Paca procédera à un dépôt de dossier de demande de subvention auprès du Centre National du Livre (CNL) en partenariat avec les signataires de la présente convention. Cette dernière définit les rôles de chaque partie dans les différentes opérations administratives, financières et techniques.

ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

L'ArL Paca s'engage :

- déposer auprès du CNL le dossier « Subventions aux projets de diffusion du livre pour les publics empêchés » pour les bibliothèques pénitentiaires sus citées d'un montant de 1 000€ pour les majeurs et 1 600 € pour les mineurs.
- employer des crédits budgétisés équivalents à l'intégralité du montant versé par le CNL¹ pour acheter des ouvrages dans la limite de ses crédits disponibles et dans le respect du code des marchés publics,
- redistribuer sous forme de dépôts aux bibliothèques pénitentiaires concernées par cette convention les ouvrages achetés dans ce cadre.
- à coordonner l'ensemble de l'opération en mettant en œuvre les réunions, rencontres, compte rendu et autres opérations nécessaires,
- à mener l'évaluation de cette action,
- à œuvrer pour le conventionnement de partenariat entre la bibliothèque de l'établissement précité et la bibliothèque pour faire vivre, renouveler, prêter et développer les fonds d'ouvrages nouvellement constitués avec ce projet.

Le SPIP des Alpes Maritimes s'engage :

- à consacrer au projet retenu une somme de 500€, équivalente au complément de financement restant après subvention du CNL pour procéder à l'acquisition d'ouvrages pour la bibliothèque de la Maison d'arrêt de Grasse dans un délai d'un mois maximum suivant la réception de l'acceptation du dossier de demande de subvention transmis au CNL,
- à transmettre à l'ArL dans un délai maximum de 3 mois toutes les copies de factures correspondant à l'intégralité du projet aidé ainsi que la liste des ouvrages acquis.
- à rendre accessibles pour tous les détenus les ouvrages acquis dans le cadre de cette convention de partenariat,
- à mettre à la disposition de l'ArL Paca tous documents nécessaires à l'évaluation de l'impact des acquisitions réalisées dans le cadre de cette convention².

La PJJ des Alpes Maritimes s'engage :

- à consacrer au projet retenu une somme de 500 euros, équivalente au complément de financement restant après subvention du CNL pour procéder à l'acquisition d'ouvrages pour la bibliothèque du quartier mineurs de la Maison d'arrêt de Grasse dans un délai d'un mois maximum suivant la réception de l'acceptation du dossier de demande de subvention transmis au CNL,
- à transmettre à l'ArL dans un délai maximum de 3 mois toutes les copies de factures correspondant à l'intégralité du projet aidé ainsi que la liste des ouvrages acquis.
- à rendre accessibles pour tous les détenus mineurs les ouvrages acquis dans le cadre de cette convention de partenariat,

1 - Sous condition d'acceptation du dossier de demande de subvention déposé auprès du CNL

2 - Chiffres de fréquentation des bibliothèques, nombre de prêts, retours qualitatifs attendus, l'impact auprès des détenus.

- à mettre à la disposition de l'ArL Paca tous documents nécessaires à l'évaluation de l'impact des acquisitions réalisées dans le cadre de cette convention³.

Le service Bibliothèque & Médiathèques de la commune de Grasse s'engage :

- à apporter une aide technique et scientifique pour le choix des ouvrages, dans le respect de l'équilibrage des collections et dans les montants déterminés par la présente convention.

Modalités pratiques :

Le choix des titres pour le dossier de demande de subventions adressé au CNL sera fait en concertation avec les professionnels du service Bibliothèque & Médiathèques en fonction des besoins exprimés par le SPIP ou la PJJ de l'établissement concerné. Les ouvrages devront répondre au mieux aux besoins de la population carcérale en matière de culture, de loisir, d'information, d'apprentissage et d'insertion.

ARTICLE 3. MODALITE FINANCIERES

En 2017, le budget prévisionnel d'acquisition, sans l'aide du CNL, pour les bibliothèques des établissements pénitentiaires s'élève à 500€ pour la bibliothèque des quartiers majeurs et 500€ pour le quartier mineurs de la Maison d'Arrêt de Grasse.

L'aide du CNL viendrait en complément et serait répartie de la même manière, pour des coûts déclarés et éligibles du projet.

L'ArL Paca s'engage à consacrer la somme équivalente au montant de la subvention CNL à l'acquisition des documents sélectionnés, dans la limite de ses crédits disponibles.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

Cette convention prend effet à partir de la date de sa signature pour une durée d'un an.

ARTICLE 5 : MESURE DE REGULATION

En cas d'inexécution par les partenaires des obligations décrites dans la présente convention, ou au cas où les partenaires n'auraient pas réalisé les actions prévues en objet dans les délais impartis, les partenaires pourront interrompre les actions prévues.

Le partenaire qui prendra cette mesure en informera les autres par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RESILIATION

En cas de non respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 7 : ANNULATION

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant et sera jointe à la présente avec accord des parties signataires.

3 - Chiffres de fréquentation des bibliothèques, nombre de prêts, retours qualitatifs attendus, l'impact auprès des détenus.

ARTICLE 9 : LITIGES ET CONTENTIEUX

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Marseille, compétent, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.).

Fait en quatre exemplaires à Aix-en-Provence, le

Pour l'Agence Régionale du Livre PACA
La Directrice Léonor DE NUSSAC

Pour la Direction territoriale de la
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Madame Laurence DUPERRAY

Pour le Service Pénitentiaire d'Insertion et
de Probation des Alpes Maritimes
La Directrice Fonctionnelle Michèle
BRUYERE

Pour la Commune de GRASSE,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-Président du Conseil
départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté
d'Agglomération du Pays de Grasse